

[Texte]

The Commerce determination has already been subjected to strong criticism by important elements of the U.S. media and knowledgeable U.S. trade lawyers. We are intensifying our efforts to mobilize support for our position in the United States.

Officials will be pursuing our concerns over the apparent double counting in calculating the amount of subsidy in discussions scheduled for Friday of this week. Our objective is to impress on the U.S. Department of Commerce the need for urgent action to revise preliminary determination.

In short, all our efforts are being concentrated in having this decision reversed. Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Waddell.

Mr. Fulton: Point of order, Mr. Chairman. Could we perhaps get the clerk to make us copies of that statement? It is in the record, but I think it might be helpful during questioning if we could have that in front of us.

The Chairman: Yes. I will ask.

Mr. Fulton: Thank you.

The Chairman: Mr. Caccia.

Mr. Caccia: Thank you, Mr. Chairman.

First of all, I would like to refer the witness to the last part of his presentation tonight, where he makes a reference to the diplomatic note of October 30 presented by the Minister of State, and the double-counting, which to me seems to be perhaps the fundamental issue in this exchange of technical viewpoints as to the value.

In the double-counting, reading from the diplomatic notes by the Canadian Embassy, the conclusion that we are making is that the Commerce officials are making a fundamental error in adding the direct cost of producing standing timber to an indirect cost representing the imputed value of land and trees, that such methodology confuses costs and value and adds them together. This is where the double counting terminology I suppose emerges.

Have you made, through the embassy, a specific overview and a specific set of examples as to how this application of double counting translates itself into specific examples that the U.S. Department of Commerce officials are using in their arguing on the other side of this issue?

Or have you left it only to the theoretical realm of exchanges?

Mr. D. Waddell: No, Mr. Chairman. Ambassador Gotlieb, on instruction, met with Secretary Baldrige on this specific issue early last week—I do not recall the precise day of the week—and raised this urgent problem in view of the particularly onerous burden that it was placing on Canadian exporters. He requested an early urgent action to revise the preliminary determination.

[Traduction]

La constatation du *Department of Commerce* a déjà été fortement critiquée par des éléments importants des médias américains et par des avocats américains compétents dans le domaine commercial. Nous redoublons d'efforts pour obtenir que notre position soit soutenue aux États-Unis.

Au cours des discussions qui doivent avoir lieu ce vendredi, nos représentants se feront les porte-parole de nos inquiétudes au sujet de la double prise en compte apparente dans le calcul des subventions. Notre objectif est d'amener le *Department of Commerce* américain à prendre conscience de la nécessité d'une révision urgente de sa constatation préliminaire.

En résumé, tous nos efforts portent sur le renversement de cette décision. Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Waddell.

M. Fulton: Question de procédure, monsieur le président; serait-il possible que la greffière nous prépare des copies de cette déposition? Certes, elle est enregistrée, mais je pense qu'il serait peut-être bon que nous l'ayons devant nous pendant la période des questions.

Le président: Oui. Je vais lui demander.

M. Fulton: Merci.

Le président: Monsieur Caccia.

M. Caccia: Merci, monsieur le président.

Pour commencer, j'aimerais que le témoin se reporte à la dernière partie de la déposition qu'il vient de faire. Il y fait allusion à la note diplomatique du 30 octobre présentée par le ministre d'État, et à la double prise en compte, qui pourrait, me semble-t-il, être la question fondamentale de cet échange de points de vue techniques sur la question de la valeur.

En ce qui concerne la double prise en compte, d'après les notes diplomatiques de notre ambassade, nous concluons que les représentants du *Department of Commerce* commettent une erreur fondamentale en ajoutant le coût direct de production de bois sur pied à un coût indirect représentant la valeur théorique des terres et des arbres, et que cette méthode confond les coûts et la valeur et les additionne. Je suppose que c'est pourquoi on parle de double prise en compte.

Avez-vous utilisé notre ambassade pour vous faire une idée d'ensemble de la question et pour réunir des exemples précis de la manière dont l'application de cette double prise en compte permet aux représentants du *Department of Commerce* américain d'utiliser des arguments précis pour faire valoir leurs propres points de vue?

Ou vous en êtes-vous tenu au domaine théorique des échanges?

M. D. Waddell: Non, monsieur le président. M. Gotlieb, notre ambassadeur, a reçu pour instruction de rencontrer le Secrétaire Baldrige pour parler de cette question, ce qu'il a fait au début et à cette occasion, il a fait valoir l'urgence du problème, compte tenu du fardeau particulièrement pesant ainsi imposé aux exportateurs canadiens. Il a demandé que des mesures soient prises sans plus tarder pour modifier la constatation préliminaire.